

RUMEURS SUR LES FUTURS MEMBRES DU GOUVERNEMENT

La folle journée du mardi

Ahmed Ouyahia aux Affaires étrangères, Amar Ghoul comme Premier ministre, Hamraoui Habib Chawki de retour, Mohamed Abdou Bouderbala au ministère du Commerce, Abdelkader Ouali, SG du ministère de l'Intérieur au ministère délégué aux Collectivités locales, pour ne citer que ces fausses nominations. La vie politique du pays n'a pas connu une journée aussi agitée depuis des années.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - On aura annoncé finalement quelques deux cents noms mardi, avant que le communiqué de la Présidence ne précise la composition officielle du nouveau gouvernement dont Abdelmalek Sellal est appelé à en coordonner l'action.

A midi, certains ministres ne savaient même pas s'ils allaient être maintenus à leurs postes, s'ils étaient sur le départ ou s'ils seront mutés dans d'autres ministères.

De gros calibres des partis politiques ayant réalisé de «bons» résultats lors des toutes dernières législatives – y compris du Front des forces socialistes (FFS) –, des personnalités et des technocrates non partisans, donnés pour nouveaux ministres et certaines nomi-

nations, ont été annoncées par les concernés eux-mêmes, car ils ont été «conviés» à diriger des départements ministériels. De même que des ministres ont été annoncés comme partants comme Khalida Toumi et Mustapha Benbada, d'anciens ministres réhabilités et des super-ministères institués pour gérer les secteurs névralgiques.

Et des noms qui n'ont à aucun moment été évoqués se sont faits d'heureux élus à l'annonce, le soir, de la liste officielle. Journée agitée. C'est le moins que l'on puisse dire à propos.

Vingt-quatre heures ! Vingt-quatre heures ont fait peu d'heureux et beaucoup de déceptions même si elles ont suffi pour casser la monotonie qui a gagné la vie poli-



Photo : DR.

tique depuis les élections législatives de mai 2012.

Coups de bluff, spéculations ou la rumeur comme mode de gouvernance ? La liste des membres de ce nouveau gouvernement aurait

été ficelée depuis longtemps. Bouteflika aura pris tout le monde de court. D'abord en annonçant la nomination du Premier ministre. Bien que le nom d'Abdelmalek Sellal circulait dans les chaumières et

salons d'Alger depuis des mois déjà, sa nomination officielle, est intervenue au moment où on l'attendait le moins. Et ne laissant pas le temps à la classe politique pour commenter l'événement, il surprend, encore une fois, tout le monde par une autre composition surprise à bien des égards.

Exemples : Mohand Oussaïd Belaïd, candidat malheureux à la présidentielle de 2009, et Bachir Messaitfa, économiste. Les deux sont d'obédience islamiste. Le premier dirige un parti microscopique et faisait de l'agitation comme pour se dire qu'il est dans l'opposition. Il est nommé ministre de la Communication. Le second est un militant du MSP qui a vu sa candidature à la députation refusée à plusieurs reprises par son parti. Il est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la Prospective et des Statistiques, sans aucune couverture politique. Personne n'aura parié sur ces deux noms...

L. H.

AU LENDEMAIN DU DÉPART D'OUYAHIA DU GOUVERNEMENT

Le siège du RND tristement vide

10h54. Siège national du RND. Ben Aknoun. C'est le calme plat. Seul le préposé à la réception, deux ou trois employés, un militant de la base à Alger-Centre et un membre du bureau national se trouvaient à l'intérieur. L'onde de choc du remplacement d'Ahmed Ouyahia par Sellal à la tête du gouvernement est fortement ressentie.

Abder Bettache (Alger – Le Soir) - Contrairement aux autres jours de la semaine, où une présence militante est remarquée, hier, quarante-huit heures après le départ d'Ahmed Ouyahia du gouvernement, le siège

national du RND était désert. Autre signe qui ne trompe pas : dans le parking du siège, d'habitude occupé par les véhicules des «hauts» responsables du parti et qui, dans d'autres circonstances, grouillait de monde, où seulement trois véhicules étaient garés.

Même décor au niveau de la réception qui se trouve au premier étage. Un calme olympique y régnait. Le va et vient, d'il y a quelques jours voire quelques semaines a vite laissé place aux claquements de portes. Ce jour, un vent frais soufflait sur Ben Aknoun. Signe de changement de saison, tant attendu. Le «réceptionniste» passe en revue les commentaires de la presse de ce mercredi.

En attendant qu'on lui donne le feu vert, pour qu'on soit reçu par un responsable du parti, il lit attentivement un article de presse ayant trait au devenir de l'ex-Premier ministre. Les conséquences du départ d'Ahmed Ouyahia de la tête du gouvernement se ressentent à tous les niveaux. Moins de cinq minutes après notre demande d'audience, l'accord est donné.

«Ça sera M. Bouzeghoub qui va vous recevoir», nous dit-on. Le chargé des élus au sein du bureau national et non moins président de la Commission nationale de préparation des élections locales est le seul responsable national à être ce jour-là au siège du parti.

«Ouyahia nous a manqué»

Chargé par le secrétaire général du parti pour préparer les locales de novembre pro-



Photo : DR.

chain, M. Bouzeghoub est en contact permanent avec les cadres du parti. «Le retour d'Ouyahia redonnera du souffle à notre parti et aux militants», nous dira d'emblée cet ancien officier supérieur de l'ANP.

Sexagénaire, Mohand Tahar Bouzeghoub s'attelle depuis juin dernier à réunir les conditions à même de «permettre au parti de retrouver son lustre d'antan».

L'enjeu est de taille. La bataille électorale de novembre déterminera, selon lui, les «contours des échéances politiques prochaines».

Pour notre interlocuteur, «c'est à ce niveau que tout se jouera».

Bouzeghoub refuse l'idée de défaite du parti après le changement opéré à la tête du pays. Le retour d'Ouyahia à la gestion des affaires du parti, aux yeux de ce responsable, dont on dit qu'il est très proche d'Ahmed Ouyahia, «sera d'un apport considérable».

«Il a servi son pays. Aujourd'hui, le temps est venu pour qu'il serve son parti qui à son tour servira le pays», dira-t-il, avant d'ajouter : «La seule période où M. Ouyahia était avec nous, c'était en mai 2006 et juin 2008. Durant ces deux années, nous avons démontré de quoi nous étions capables et la preuve a été donnée. Nous avons sensiblement amélioré le niveau de notre représentation locale. Mais Ouyahia nous a manqué ces dernières années.» Une absence que ce responsable n'a pas voulu expliciter.

Il ressort nettement des propos de Bouzeghoub que les résultats enregistrés par le RND lors des dernières législatives et qualifiés de «mitigés» ne sont toujours pas oubliés.

Bref, ce cadre du parti rejette l'idée, selon laquelle, son parti accuse les conséquences du remplacement de son secrétaire général à la tête du gouvernement.

Selon lui, «l'enjeu est ailleurs» et «l'apparence ne reflète pas la réalité». Notre interlocuteur réitère ses propos : «Ouyahia nous a manqué. C'est un monsieur qui se donne entièrement à son travail.»

A. B.

CODE ÉLECTORAL

Le Front national pour la justice sociale appelle à la révision de deux articles

Le Front national pour la justice sociale (FNJS) appelle à la révision des articles 86 et 87 du code électoral. Selon son président, Khaled Bounedjma, ces articles constituent des leviers de fraude. «Nous ne parlons pas de fraude sur les bulletins de vote mais plutôt du code électoral dont les deux articles 86 et 87 constituent une réelle fraude», a-t-il expliqué, hier, à Alger.

Des articles qui, selon lui, ont privé sa formation politique de plusieurs sièges à l'Assemblée populaire nationale lors des précédentes législatives. Il cite ainsi l'exemple des wilayas de Bordj Bou Arréridj et de Tiaret. «Les articles du code électoral, stipulant le partage des voix excédentaires et les dépassements, nous ont délesté de quelques sièges dans ces deux wilayas», assure-t-il. Bounedjma qualifie lesdits articles d'«injustes» envers les jeunes partis politiques et qu'ils «accordent le droit à la fraude et au favoritisme pour les grands partis». «Nous acceptons un pourcentage proportionnel de 10% au lieu de 7% actuellement, mais le partage des voix excédentaires demeure insensé», a-t-il dit. Le président du FNJS affirme, en outre, que la participation de son parti aux prochaines élections locales est tributaire de la révision de ces articles. «Nous ne sommes ni pour l'opposition ni pour le boycott mais nous exigeons la révision de ces deux articles du code électoral», a-t-il précisé.

Rym Nasri

ÉLECTIONS LOCALES DU 29 NOVEMBRE 2012

La participation du RCD en débat ce vendredi

Seul parti à avoir tourné le dos aux législatives du 10 mai dernier, le RCD participera, à coup sûr, aux élections locales du 29 novembre prochain.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Sans nul doute que la session du conseil national du RCD, prévue ce vendredi à Alger, entérinera le mot d'ordre de participation aux élections locales. Un mot d'ordre qui ne fait pas l'ombre d'un doute tant la question semble avoir été largement débattue depuis le dernier congrès du parti.

C'était à l'occasion des rencontres régionales des cadres, une huitaine, que le successeur de Saïd Sadi à la tête du parti a eu à présider en personne aux quatre coins du pays durant les mois de mai et juin derniers. Une position qui fera, certainement, débat,

tant le parti semble être attendu sur cette contradiction, celle de boycotter un rendez-vous électoral pour adopter un autre quelques mois plus tard. Ce à quoi le RCD a tout l'air de s'être préparé en conséquence. «Nous n'avons de leçon à recevoir de quiconque», affirme, tout de go, Hakim Saheb, le secrétaire national chargé de l'organique au sein du parti pour qui les «législatives et les locales diffèrent en tout». Notre interlocuteur dira qu'il s'agira pour le RCD de «s'approprier le maximum d'espaces de proximité avec le citoyen dont il s'agira de s'occuper des préoccupations quotidiennes».

Et de relever les velléités de «brouillage» des collectivités locales en revoyant à la hausse l'importance des collectivités locales qui ne peut être justifiée, selon lui, que «par le souci du pouvoir de s'assurer des appen-

dices locaux à travers la répartition de la rente parmi ses clientèles».

Et à Saheb de renchérir en affirmant que «nos élus de la mandature qui finit peuvent se targuer de bilans qu'aucun autre parti n'a réalisé et il serait injuste de les empêcher de poursuivre leurs œuvres».

Il est à rappeler que lors des élections locales du 29 novembre 2007, le RCD a pu sortir de son «gheto» kabyle dans lequel il a aussi surclassé, notamment à Tizi-Ouzou, son frère-ennemi, le FFS. Le parti a, en effet, arraché des sièges aux APW et aux APC et même la gestion de communes loin, très loin même de ses bastions traditionnels (Béni-Abbès à Béchar, Berriane à Ghardaïa, Héliopolis à Guelma, Collo à Skikda, à Saïda, Djelfa et autres Tipasa, Aïn-Temouchent et Relizane).

M. K.